

LA PRESSE EN REVUE...

VENDREDI 26 MAI 2017

SOMMAIRE

- 1) Elle le regrette...
- 2) Les « Zorro »
- 3) "Occupons les entreprises"
- 4) Il veut cacher la misère de sa ville
- 5) Culture contre Macron
- 6) Les dépenses Royales du FN
- 7) Une « chasse à l'homme »



Diez Gérard La Presse en Revue

I) « J'ai l'impression que tout ce que j'ai fait dans ma vie est abîmé, cassé », regrette Martine Aubry



POUR MARTINE AUBRY, EMMANUEL MACRON VEUT METTRE EN ŒUVRE UN PROGRAMME « LARGEMENT DE DROITE ». PHOTO MAX ROSEREAU

Pas KO, mais presque. Martine Aubry est apparue groggy ce mercredi, au milieu des candidats du PS aux législatives à Lille, au cours d'un point presse crépusculaire où elle a renvoyé dos à dos Emmanuel Macron et Jean-Luc Mélenchon.

Au bout d'1 h 20 de point presse, l'armure a cédé. Au final, c'est le désarroi de Martine Aubry qui s'est fait jour, transformant un rendez-vous de soutien aux candidats PS aux législatives à Lille en état des lieux crépusculaire de la maison aubryste. « C'est ça ma tristesse absolue. J'ai 66 ans et j'ai l'impression que tout ce que j'ai fait dans ma vie est abîmé, cassé. Tout ce à quoi j'ai cru. » La maire de Lille apparaît groggy devant le champ de ruines qui s'annonce, jusqu'à confondre dans un lapsus terrible le candidat aubryste Roger Vicot avec Yves Durand, l'ex-camarade parti chez Macron. Oui, quelque chose s'est cassé.

« J'ai compris la colère des électeurs de Jean-Luc Mélenchon »

La présidentielle est passée par là, avec le résultat que l'on sait. À Lille, Benoît Hamon qu'elle soutenait a obtenu 11 %. Surtout, Jean-Luc Mélenchon y tutoie les 30 %. Un camouflet. C'est d'ailleurs vers lui qu'elle décoche ses premières flèches, lui qui est à ses yeux « dans la politique du rêve et des annonces qui n'ont aucune chance de se réaliser ». Moyennant quoi la maire de Lille avance : « J'ai compris la colère des électeurs de Jean-Luc Mélenchon, mais le vote utile et efficace, c'est le PS. Le candidat de Mélenchon ne gagnera jamais face à Macron soutenu par la droite. »

Dans l'opposition

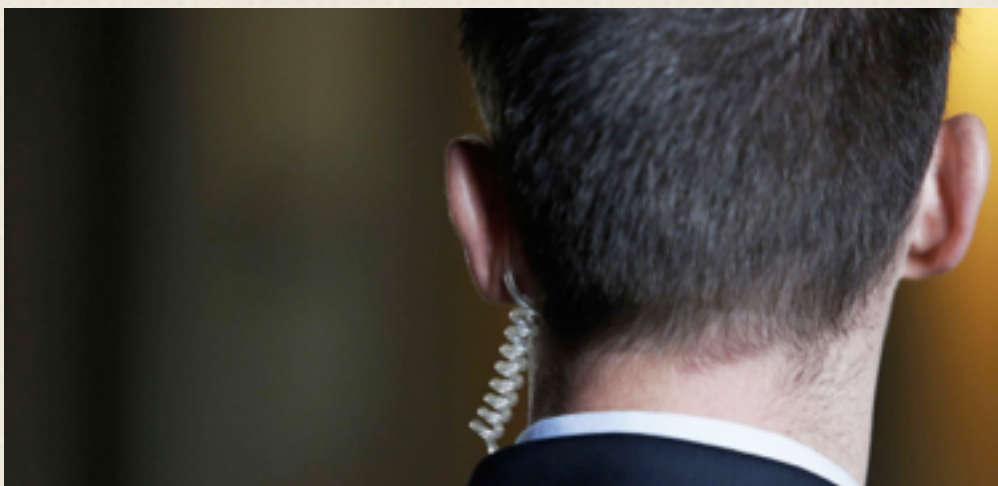
Car en face, soupèse Martine Aubry, il y a Emmanuel Macron qui a le tort de « mal connaître les Français, venant d'un milieu privilégié » et de vouloir aujourd'hui « une assemblée de béni-oui-oui », « un Parlement à sa botte ». « Je ne souhaite pas son échec, la France va trop mal pour être dans la contestation permanente. » Mais dans opposition constructive, il y a opposition. Car à n'en pas douter, selon Martine Aubry, « il s'agit d'un gouvernement de droite avec un programme largement de droite ». Et de citer la réforme annoncée du droit du travail qui promet de « casser 50 ans de progrès social ».

« On a cassé la politique... »

Reste que les prévisions électorales sont sombres pour les candidats socialistes, et Martine Aubry le sait, elle qui anticipe déjà une injustice pour les siens. « Je ne sais pas comment parler aux Français aujourd'hui. Mais regardez à qui vous avez affaire ! Nos candidats ne sont pas des gauchos ni des béni-oui-oui. Regardez qui se bat pour vous ! » Martine Aubry conclut, amère : « Les petits nouveaux de chez Macron qu'on a choisi au pif ou parce que ce sont des copains, c'est mieux que les gens de gauche qui se sont battus depuis cinq ans ? Ça me rend malade. Mais on est responsable, nous politiques, de ça. Quand la lutte contre les déficits a remplacé le projet de société, la politique a reculé. On a cassé la politique... »

lavoixdunord.fr

II) Mazarine et "les Zorro" : la double vie de Mitterrand vue par ses gardes du corps



Un membre du GSPR, la sécurité du président de la République, avec une oreillette (ALLARD-POOL/SIPA)

Alain Le Caro, qui dirigea l'unité de gendarmes chargée de la protection de François Mitterrand, livre ses souvenirs. Un récit intime de la vie de ceux que Mazarine surnommait "les Zorro".

L'Obs

C'est un livre de souvenirs singulier que "Les Mousquetaires du président" (éditions Fayard), paru le 17 mai, parce qu'il raconte l'histoire d'une unité militaire très particulière, le GSPR : derrière ce sigle abscons, le Groupe de sécurité de la présidence de la République, une unité d'élite créée sur mesure, qui fut chargée de la sécurité de François Mitterrand, à partir du début 1983. Son fondateur, le colonel Alain Le Caro, revient, avec Gilles Halais, journaliste à France Info, sur son histoire. Il avait 34 ans lorsqu'il créa cette unité (cet ancien patron du GIGN a depuis changé de vie, puisqu'il est devenu sophrologue).

Cette unité formée de gendarmes évoluait dans le secret, pas seulement de par sa mission officielle, mais aussi parce qu'elle devait veiller sur la seconde famille du président de la République. Une trentaine d'années plus tard, le décalage est fort avec notre époque des réseaux sociaux, de la curiosité omniprésente des paparazzis et de la presse people aux aguets du scooter présidentiel. Ces hommes seront aussi rapidement conscients de l'autre secret d'Etat qu'est la maladie qui ronge lentement le président, et qui au cours de son second mandat devient un calvaire.

Tir de confiance

Le livre s'ouvre sur les obsèques en juillet 2015 de "Pierrot", un des anciens membres de l'unité, victime d'un cancer. À cette cérémonie, outre "une trentaine de camarades, des anciens du GSPR et de l'escadron parachutiste de Mont-de-Marsan", assistent également Anne et Mazarine Pingeot, prévenues la veille : "L'une et l'autre sont visiblement affectées. Parmi les hommes qui ont assuré leur sécurité lors de leurs déplacements quotidiens, Pierrot était devenu l'un des plus proches."

L'ambiance décrite est quasi "samouraïesque" entre ces gendarmes triés à la dure – comme "unité supplétive du GIGN" : sur 150 candidats, une quarantaine sont choisis, vont vivre deux fois deux mois de formation en 1982 - ils n'apprendront qu'à la fin la nature de leur mission -, et à l'arrivée une trentaine d'hommes sélectionnés. En fin de formation, ils passent l'épreuve dite du "tir de confiance" :

"Il s'agit de tirer à balle réelle, à 15 mètres, sur une cible en argile posée sur le gilet pare-balles revêtu par un coéquipier. C'est un moment de vérité sublime, l'occasion de découvrir, sans tricher, l'être authentique en soi. C'est à lui que doit être confiée la sécurité du président de la République."

L'auteur avoue avoir souvent comparé "la vie privée du président à un meuble d'apothicaire. Chaque élément est soigneusement rangé dans un des nombreux tiroir de sa personnalité et ne doit sous aucun prétexte être mélangé avec le contenu du tiroir voisin ».

"Les gendarmes du GSPR, tout en étant les gardiens du meuble dans son ensemble, doivent s'efforcer de respecter les contenus de chacun des tiroirs et veiller à ne pas provoquer maladroitement un quelconque mélange entre eux à l'occasion des multiples manipulations qu'ils sont conduits à réaliser au cours de leurs missions."

"En partageant 24 heures sur 24 son emploi du temps, nous avons découvert, peu à peu, la nature des contenus des tiroirs et leur mode de gestion."

Famille officielle, famille "secret d'Etat", vieux amis et lieux où le président se ressource, ou encore "les tiroirs multiples et divers dans lesquels reposent toutes les conquêtes actuelles ou passées qui ont comblé ou comblent encore son besoin de se sentir exister".

Les missions du GSPR s'étendent à toute la (les) famille(s) du président : l'été 1987, raconte l'auteur, plusieurs de ses hommes assurent la protection d'un de ses fils, Gilbert Mitterrand, en vacances avec sa famille dans les Landes. Tout se passe bien, sauf le jour où Gilbert finit par demander qu'on le laisse faire une sortie avec ses filles sans escorte, n'en pouvant plus du manque continu d'intimité.

Les gendarmes acceptent à contrecœur de le laisser partir... et un accident de la route a lieu : sa voiture est percutée par une autre dont la conductrice a perdu le contrôle et est tuée sur le coup. Gilbert et une de ses filles sont grièvement blessés, son autre fille voit son pronostic vital engagé. Tous guériront, mais la colère durable de François Mitterrand ne sera pas oubliée par les gendarmes.

Mission Jaguar : protéger Anne et Mazarine Pingeot

A l'intérieur du GSPR, une équipe est chargée dès janvier 1983 de la "mission Jaguar" : assurer la protection d'Anne et Mazarine Pingeot (cette dernière a alors 8 ans), et celle de ce secret d'Etat :

"Pour assurer la permanence de la protection, une équipe de dix gradés et gendarmes, que l'on nommera 'Jaguar', est mise sur pied. Elle sera uniquement dédiée à cette mission, afin de garder au mieux une totale étanchéité et une discrétion absolue, même au sein du groupe."

Rue Jacob, à Paris, où habitent leurs protégées, les gendarmes installent un "studio en PC sécurité" ; le président s'y rend tous les soirs, et *"dans le quartier, tout le monde est au courant"*.

Les durs à cuire deviennent les anges gardiens, très présents (souvent trop au goût d'Anne Pingeot, sous garde perpétuelle) dans la vie de la jeune Mazarine - ils se surnommeront respectivement "les Zorro" et "Maza" :

"Sa vie de petite fille, c'est cet appartement où elle se sent à l'abri et peut se pelotonner contre son petit chat ; c'est aussi l'école où elle ne peut pas parler de sa famille, de ses vacances, de son père, ni aller dormir chez des copines ou les inviter à la maison. Désormais, elle devra sortir accompagnée de deux 'tontons' avec lesquels il lui faudra être très sage. Le président exige cette présence sans faille."

Leur immeuble étant jugé très peu pratique à sécuriser, l'équipe décide de déménager les deux femmes : elles sont envoyées quai Branly, dans un bâtiment officiel de services présidentiels et de logements de fonction ; l'appartement est officiellement attribué à une conseillère de l'Élysée et amie proche d'Anne Pingeot et du président. La mère et la fille n'aiment pas cet endroit solennel.

[Elles le] *"trouvent triste et profondément ennuyeux. C'est pourtant ici qu'elles vont vivre pendant de longues années et que Mazarine va grandir. [...] Dès que le président s'absente de Paris, mère et fille regagnent leur nid [...] toujours sous surveillance."*

L'appartement de la rue Jacob a fait l'objet d'une rénovation complète, menée par les gendarmes eux-mêmes : "Chacun des gars a sa spécialité", plomberie, menuiserie, peinture... "Même le père de Roland, l'un de mes anciens gendarmes de Luçon, a été appelé à la rescousse pour la maçonnerie et le carrelage. Une vraie petite PME, efficace et discrète."

A de nombreuses reprises, on mesure combien ces militaires ont participé à la vie intime de la deuxième famille de François Mitterrand. Il y a parfois avec des détails cocasses, comme lorsque ce dernier demande aux gendarmes d'arbitrer sa partie de ping-pong avec sa fille :

"Mazarine ne veut rien lâcher et manifeste une grande volonté à battre son père qui, lui, fait preuve d'une mauvaise foi coutumière pour grappiller des points litigieux. Il tente d'obtenir le soutien de mes gars pour valider ses décisions douteuses, mais ceux-ci restent fermes et accordent au contraire les points à Mazarine."

Il n'est pas content et les accuse de favoriser sa fille à son détriment. Patrick lui rétorque, sous l'œil amusé d'Anne, que, en bon gendarme, il applique avec rigueur le règlement, et que celui-ci est valable même pour un président de la République."

Un peu plus loin, on apprend que Mitterrand était tout autant de mauvaise foi lorsqu'il jouait à la pétanque en famille, ou encore lors d'un jeu de piste où il est mécontent qu'on ne lui souffle pas une réponse...

Sorties cinéma

"Il est possible que l'équipe 'Jaguar', qui est auprès d'Anne, appelle J-P et le prévienne que la famille souhaite aller voir un film. Un autre équipage moto devra alors se déplacer à l'avance au cinéma choisi pour réserver les deux rangées du fond. Ils disposeront d'un renfort pour tenir les sièges, en attendant l'arrivée de la famille qui entrera dans la salle, lumière éteinte, guidée par un élément du recueil, alors que le film aura déjà commencé. L'accompagnement s'installera derrière le président Mitterrand, Anne et Maza.

L'équipage moto attendra à l'extérieur, prêt à intervenir et à préparer la sortie à la fin du film, avant que la lumière ne se rallume. C'est un gros travail de coordination entre les deux équipes, qui demande par ailleurs de grandes facultés d'adaptation pour rester le plus discret possible."

Le livre abonde en récits d'affrontements minuscules entre autorités – policiers ou militaires "ordinaires" s'agaçant de recevoir des ordres de la part de ces gendarmes en civil, guéguerres et coups bas (un jour, une arme est

dérobée, vraisemblablement par un policier, lors d'un déplacement ; il faut la menace d'une fouille générale pour qu'elle soit restituée via un intermédiaire...).

Une autre fois, c'est Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur, furieux d'avoir été poussé sans ménagement lors d'une bousculade où les gendarmes ont fait rempart pour abriter le président, qui hurle "vous êtes virés" (échange ensuite avec Le Caro : "Mais vous ne dépendez pas de lui ! - Non monsieur le président. Mais, lui le croit"), et avec lequel les rapports seront durablement exécrables (rivalité Intérieur – gendarmes aidant aussi).

Une autre fois encore, en octobre 1989, Le Caro et plusieurs gendarmes se rendent en Colombie, soi-disant pour inspecter des intérêts français, en réalité pour préparer un voyage surprise de Mitterrand. L'ambassadeur n'apprend la vérité qu'au dernier moment et en est évidemment très mécontent.

Plusieurs voyages (au Japon, aux États-Unis, par exemple) sont l'occasion de frictions parfois vives avec les services locaux ; en Angleterre, un gendarme muni de petits explosifs de déminage est même arrêté plusieurs heures et l'affaire fait les gros titres de la presse britannique – cela se passe quelques jours après l'attentat de Brighton, dont a réchappé la première ministre Margaret Thatcher, mais qui a tué cinq personnes.

Sur un mode plus léger, lors d'un voyage privé à Venise, Mitterrand modifie le programme pour une balade en bateau : l'aventure manque mal tourner, un autre bateau de militaires italiens agressifs se demandant ce qui se passe ; le pape est annoncé, et eux aussi ont leur mission de surveillance.

Un président trop suivi

Un jour, François Mitterrand doit recevoir "une personnalité politique de l'opposition" (on n'en saura pas plus) à l'Alma, chez son conseiller François de Grossouvre qui habite au-dessus de chez Anne et Mazarine.

"On me fait savoir que cette rencontre est de la plus haute importance et qu'elle ne doit en aucun cas être divulguée.

Mais le recueil chargé d'observer les abords du quai Branly me signale qu'un dispositif étranger au nôtre est déjà en place. Un gars en civil fait semblant de téléphoner dans la cabine située en face du portail d'entrée. Un peu plus loin, un véhicule est à l'arrêt sur le côté, avec un homme à bord qui observe ses arrières dans son rétroviseur. Pas de temps à perdre, il faut les 'coxer' en douceur avant l'arrivée du président, les embarquer discrètement à Satory, et on verra là-bas de qui il s'agit. Michel Fortemps, mon adjoint, monte une véritable opération d'enlèvement.

Les gars sont embarqués sans ménagement à bord de deux véhicules, couchés au fond des voitures, un flingue sur la tempe. Personne n'a rien vu. Ils sont conduits dans nos bureaux pour être interrogés. Ils refusent dans un premier temps de parler, puis l'un d'entre eux se présente comme étant lieutenant-colonel de la DGSE. L'autre est un sous-officier du service Action, que je reconnais un peu plus tard pour l'avoir croisé lors de mon stage d'officier instructeur-commando à Montlouis, sept ans plus tôt.

Cette péripétie rocambolesque, qui se termine bien, démontre cependant que le président est sous la surveillance des services de renseignement, en dépit des dénégations de nos camarades, qui affirment dire la vérité la main sur le cœur. Ils sont relâchés, mais nous savons maintenant à quoi nous en tenir."

A l'étranger aussi, la paranoïa est une prédisposition utile : à Washington en 1984, dubitatif envers la suite affectée avec beaucoup d'insistance par les Américains au président français, Le Caro décide de l'installer dans une autre suite, soupçonnant que celle attribuée soit "sonorisée". Le personnel de l'hôtel en informe les services de sécurité.

"Alors qu'un de mes gendarmes remonte s'installer dans la nouvelle suite présidentielle après avoir mangé rapidement au restaurant de l'hôtel, il tombe sur une équipe de deux hommes en train d'installer tranquillement des micros dans le salon. Mon gars les expulse sans ménagement et me rend compte de l'incident en fin d'après-midi, à mon retour du centre d'entraînement du Secret Service."

Toute notre équipe présente à Washington avait en effet été invitée par Tom à visiter ce haut lieu de formation de la sécurité américaine, connue du monde entier. Cette invitation n'était donc pas qu'un geste d'amitié. Elle était également destinée à laisser le champ libre aux équipes techniques des services de renseignement."

Parmi les habitudes présidentielles, il y a le rituel du golf, tous les lundis matins avec un ou deux invités, à Saint-Cloud ou Saint-Germain-en-Laye – pendant le jour de fermeture pour plus de confidentialité. Il arrive que les hommes d'escorte donnent "de temps à autre un coup de pied discret à la balle du président pour la sortir d'une mauvaise situation. Lorsqu'il s'en rend compte, il semble beaucoup s'en amuser. »

"La plus grosse difficulté à gérer, c'est quand la chienne Baltique accompagne son maître. Les chiens ne sont pas admis sur le green, mais qui oserait dire quelque chose au président de la République ? Le problème, c'est qu'elle n'est pas attachée et qu'il faut la retenir au moment où son maître frappe la balle.

La façon un peu ferme de tenir la chienne ne doit surtout pas être vue du président. Tout l'art consiste à se déplacer derrière lui juste avant qu'il ne libère son coup. Mais la chienne, qui n'est pas bête, a compris le jeu de nos gendarmes et se place systématiquement à côté du président, juste avant d'être saisie par le collet. Elle se positionne ainsi sous le regard protecteur de son maître qui ne manque pas d'exprimer sa colère s'il juge trop vigoureuse la façon dont sa chienne a été saisie.

L'humeur de François Mitterrand est changeante. Il faut s'en accommoder, et s'efforcer de prendre cela avec détachement."

Si les souvenirs d'Alain Le Caro ne cachent pas des traits négatifs du président qu'il a servi pendant 13 ans, son récit est néanmoins empreint de respect et parfois d'admiration. La proximité fut très forte entre les hommes du GSPR et François Mitterrand – gardé jusqu'à la fin, à son dernier domicile, par six gendarmes du groupement.

Ils seront présents lors de son dernier Noël, d'abord en Egypte avec Anne et Mazarine, puis avec sa famille officielle à Latché. Ultime reconnaissance : François Mitterrand a demandé, dans son testament, que son cercueil soit porté lors de ses obsèques par les gendarmes du GSPR.

T. N.
L'Obs



1) Richard Ferrand condamne les propos «honteux» attribués à son cabinet

Par Luc Peillon



Richard Ferrand le 19 mai à Quimper. Photo Fred Tanneau. AFP

Pour justifier l'emploi de son fils comme assistant parlementaire, l'entourage du ministre de la Cohésion des territoires aurait prétexté la difficulté de trouver, en Centre-Bretagne, un jeune sachant lire, écrire correctement et surfer sur Internet.

A trop vouloir se justifier, la communication politique finit par déraper. Mis en cause par le Canard enchaîné pour un potentiel conflit d'intérêts immobilier avec sa compagne du temps où il dirigeait les mutuelles de Bretagne, le ministre de la Cohésion des territoires, Richard Ferrand, doit également se justifier pour avoir embauché, durant quatre mois en 2014, son fils comme assistant parlementaire à l'Assemblée nationale. Un poste occupé de mi-janvier à mi-mai 2014 pour une rémunération totale de 6 800 euros net.

«Réserver des trains»

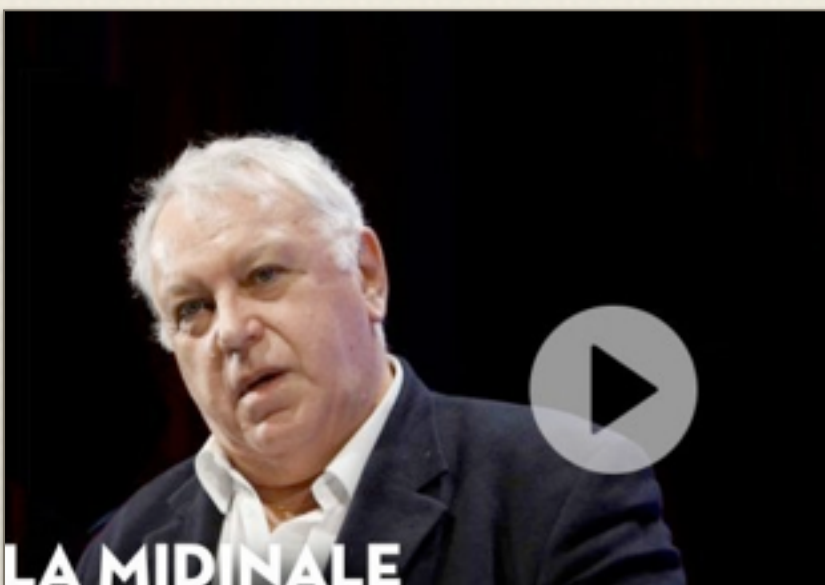
Rien d'illégal, a priori, l'embauche du fiston ayant donné lieu à un travail réel, selon les informations recueillies par France info. «Des échanges de mails avec les collaborateurs de son père, que France info a pu consulter, semblent attester qu'Emile Ferrand, 23 ans à l'époque, s'est occupé de rédiger la lettre d'information bimestrielle du député, de mettre à jour son blog ou son compte Facebook, ou même de réserver des trains», écrit le site d'information.

Et le cabinet du ministre d'expliquer : «Richard Ferrand avait plein de boulot à faire à sa permanence, des choses qu'il n'avait pas eu le temps de faire, comme développer sa lettre de député. Il a demandé à son fils de l'aider à une période où ce dernier n'avait pas de travail.»

Ces terres reculées de Bretagne

La com du ministre aurait pu s'arrêter là. Mais patatras. Pour enfoncer le clou, elle explique qu'un tel profil – savoir lire, écrire, et gérer un compte Facebook – n'est pas chose courante en ces terres reculées de Bretagne. «Je vous invite à aller faire un tour en Centre-Bretagne. *Ce n'est pas simple de trouver un jeune, volontaire, pour travailler cinq mois, qui sait lire et écrire correctement, aller sur Internet*», explique ainsi son cabinet à France info. Les Bretons apprécieront. Tout comme les opposants à Richard Ferrand dans la 6e circonscription du Finistère, où le ministre est candidat à sa propre succession, et qui ne devraient pas se priver d'utiliser cette maladresse durant la campagne.

III) Gérard Filoche : « Il faut menacer d'occuper les entreprises »



Syndicaliste et socialiste très contestataire du PS, Gérard Filoche revient sur les dégâts de la loi El Khomri et sur ceux que promet la prochaine réforme du code du travail. Et il appelle encore à l'unité de la gauche.

<https://youtu.be/UX1GY1q-wps>

regards.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

En début de soirée, le ministre s'est fendu d'un communiqué pour prendre ses distances avec les propos rapportés : «Je condamne fermement les propos honteux parus dans un article publié par France Télévisions et qui sont attribués à un membre de mon cabinet, écrit-il. Je m'attache personnellement à vérifier l'exactitude de la citation. Si un membre de mon équipe a effectivement employé de tels mots, des sanctions seront prises immédiatement.» Avant d'affirmer son attachement au Centre-Bretagne et à ses habitants...

Luc Peillon



2) Assistant parlementaire: l'étrange défense du cabinet de Richard Ferrand

Par LEXPRESS.fr



Richard Ferrand au Palais-Bourbon, le 26 janvier 2015. AFP/Jacques Demarthon

Pourquoi le ministre a embauché son fils comme collaborateur? "Je vous invite à aller faire un tour en Centre-Bretagne. Ce n'est pas simple de trouver un jeune qui sait lire et écrire correctement", répond son entourage.

C'est l'autre caillou retrouvé dans la chaussure de Richard Ferrand. Dans son édition de ce mercredi, Le Canard enchaîné révèle, en plus de l'affaire du montage immobilier breton, que le ministre de la Cohésion des territoires a fait travailler son fils à l'Assemblée nationale de janvier à mai 2014. "Un job d'été", résume l'hebdomadaire satirique, pour un salaire net total de près de 6800 euros. Mais plus que la révélation, c'est la défense de Richard Ferrand, donnée par son cabinet, qui pourrait poser bien des problèmes au bras droit d'Emmanuel Macron.

Le cabinet de Richard Ferrand, contacté par FranceInfo, ne nie pas les faits. "Richard avait plein de boulot à faire à sa permanence (...) Il a demandé à son fils de l'aider à une période où ce dernier n'avait pas de travail", justifie l'entourage. Mais alors, pourquoi prendre le risque de se faire épingle? "Je vous invite à aller faire un tour en Centre-Bretagne. Ce n'est pas simple de trouver un jeune, volontaire, pour travailler cinq mois, qui sait lire et écrire correctement, aller sur internet", explique un membre cabinet du ministre.

"Rien de mirobolant"

Une formule plus que maladroite, qui devrait être appréciée en "Centre-Bretagne" et qui ne devrait pas faire les affaires du ministre, qui se représente aux législatives dans le Finistère. Ses adversaires utilisent déjà la formule contre le candidat, d'autant que l'Elysée a fait savoir que tout ministre battu aux législatives devrait démissionner.

Sur le fond, Emile Ferrand, âgé de 23 ans à l'époque, a rempli des missions - attestées par des e-mails auxquels FranceInfo a eu accès- nécessitant un certain nombre de compétences: rédaction de la lettre d'information bimestrielle du député, mise à jour de son blog, de son compte Facebook, et réservation de trains.



Florian Philippot@f_philippot

Richard Ferrand veut-il singer son maître sur les "illettrés" ?...La démission va s'imposer après de tels propos.

Des échanges d'e-mails avec les collaborateurs de son père, que FranceInfo a pu consulter, semblent attester qu'Emile Ferrand, 23 ans à l'époque, s'est occupé de rédiger la lettre d'information bimestrielle du député, de mettre à jour son blog ou son compte Facebook ou même de réserver des trains. Un travail nécessitant un ensemble de compétences difficile à trouver dans la région, assure l'entourage : "Je vous invite à aller faire un tour en Centre-Bretagne. Ce n'est pas simple de trouver un jeune, volontaire, pour travailler cinq mois, qui sait lire et écrire correctement, aller sur internet."

Sur le fond, Emile Ferrand, âgé de 23 ans à l'époque, a rempli des missions - attestées par des e-mails auxquels FranceInfo a eu accès- nécessitant un certain nombre de compétences: rédaction de la lettre d'information bimestrielle du député, mise à jour de son blog, de son compte Facebook, et réservation de trains.

Jusqu'à preuve du contraire, il s'agit de la seule fois où Richard Ferrand, depuis sa première élection parlementaire en 2012, a fait appel aux services d'un proche dans sa permanence de député du Finistère. Des services pour lesquels Emile Ferrand a été payé 1699,13 euros net par mois en moyenne, si l'on inclut la prime de précarité et le 13e mois perçus en fin de contrat. "Rien de mirobolant", déclare-t-on au ministère. "Si c'était à refaire, je ne le referais pas", a commenté sobrement Richard Ferrand.

l'express

3) François Bayrou mis en examen dans une affaire de diffamation

INFO RTL - En 2015 le maire de Pau avait insinué qu'une association tentait de s'enrichir sur le dos du contribuable en sollicitant des subventions publiques.



François Bayrou Crédit : Capture d'écran iTélé

Jean-Alphonse Richard
Journaliste RTL

Le nouveau garde des Sceaux François Bayrou est mis en examen depuis

novembre 2016 pour "diffamation publique" et la date de son procès - auquel il ne sera pas tenu d'assister - doit être fixée ce vendredi 19 mai à 14 heures devant la 17e chambre du tribunal correctionnel de Paris.

En septembre 2015, en pleine séance publique du Conseil communautaire à Pau-Béarn-Pyrénées, **François Bayrou avait mis en doute l'honnêteté et le fonctionnement de l'association El Sistema France**, qui aide les enfants défavorisés en leur apprenant la musique classique et qui recherchait des subventions.

"Vouloir se faire de l'argent sur une expérience artistique, qui tient à la musique et aux enfants des milieux qui n'y ont pas accès, je trouve ça tellement énorme et scandaleux que je ne comprends même pas ceux qui essaient ainsi de nous obliger à participer à leur enrichissement", avait attaqué le maire de Pau en audience publique. Des propos inadmissibles pour l'association, dont l'avocate avait déposé plainte pour diffamation.

IV) Bordeaux: Alain Juppé s'en prend à des bénévoles distribuant des repas aux démunis

Mickaël Bosredon

En croisant le chemin de jeunes effectuant une «maraude» dans les rues de la ville, le maire les a accusés de «favoriser l'assistanat»...



Alain Juppé, lors du meeting de soutien à François Fillon à Bordeaux, le 16 février 2017 — M.Bosredon/20Minutes

La Gamelle Bordelaise est un collectif de bénévoles qui distribue, depuis quelques années, des repas ou des vêtements aux plus démunis, notamment durant la période hivernale. Il a récemment apporté son soutien à des réfugiés sahraouis, par exemple.

Mercredi 18 mai, une dizaine de ces bénévoles effectuait une « maraude » dans les rues de la ville lorsque, arrivés place Saint-Christoly, près de la mairie, ils ont aperçu le maire Alain Juppé, rapporte le journaliste indépendant Laurent Perpigna sur son blog Médiapart .

« La discussion était impossible, il était très énervé »

« A notre grande surprise, le maire est venu nous parler », témoigne auprès du journaliste l'une de ces bénévoles. Evidemment, ces jeunes engagés pensent alors recevoir les félicitations de l' élu pour leur implication. Mais « il nous a dit que nous étions des "inconscientes", que nous favorisions l'assistanat », témoigne Sarah, une lycéenne

« J'ai tenté très calmement d'engager un dialogue, de comprendre pourquoi il nous interpellait de la sorte, mais la discussion était impossible, il était très énervé », poursuit la bénévole. Accompagné de deux de ses adjoints, il reproche notamment aux jeunes filles de créer des « troubles à l'ordre public. »



Retour sur la prise à partie d'un collectif caritatif bordelais par A.Juppé, et sur la politique sociale de la ville <https://blogs.mediapart.fr/laurent-perpigna-iban/blog/240517/la-ville-de-bordeaux-cherche-t-elle-cacher-sa-misere...>



L'équipe de la Gamelle Bordelaise, dans le centre de Bordeaux. © Tony Hoffmann

Le groupe croise à nouveau le chemin d'Alain Juppé un peu plus tard, rue des Augustins. Une des jeunes femmes tente de renouer le dialogue. Le maire les accuse alors de « fidéliser » des sans-abri coupables, selon lui, « d'abuser de la boisson et de causer des nuisances sonores. » « Nous distribuons des repas, et des bouteilles d'eau, pas de l'alcool. Nous ne cherchons à fidéliser personne, » précise la bénévole. Le ton serait alors monté entre Alain Juppé et ses adjoints d'un côté, et les bénévoles de l'autre.

La mairie tente de déminer la situation

« Nous étions venus participer à une bonne action, une action solidaire. Nous repartons avec une leçon de morale magistrale. C'est injuste », témoigne de son côté un des bénévoles.

Interrogé par le journaliste Laurent Perpigna, Ludovic Martinez, directeur de cabinet d'Alain Juppé, a tenté de déminer la situation. « On a beaucoup de problèmes à Bordeaux, à cause d'une recrudescence de marginaux. Beaucoup sont en errance avec des chiens, et beaucoup de Bordelais s'en plaignent (...) Ces jeunes qui distribuaient des repas et que nous avons rencontré étaient pétris de bonnes intentions. Il y a eu un malentendu (...) Donner à manger est un geste généreux, mais il faut aussi mesurer les conséquences. »

Contacté par 20Minutes, le responsable du collectif, Wahid, explique que son équipe est « encore choquée et déçue » mais assure que « cela va passer. » « Il y a eu une incompréhension, mais on n'en veut à personne, tout est pardonné. Nous ne sommes pas là pour créer des problèmes, mais pour aider les gens. » La mairie de Bordeaux n'a, elle, pas souhaité s'exprimer davantage.



V) Quand Onfray et Finkielkraut relancent la guerre culturelle contre Macron

La victoire de Macron, progressiste élu contre la domination des conservateurs et souverainistes dans les médias, a pris au dépourvu les intellectuels hostiles. Exemple avec Michel Onfray et Alain Finkielkraut, incapables de comprendre pourquoi leurs idées ont été battues.



A droite comme à gauche, de Finkielkraut à Onfray, l'heure de la remobilisation des nostalgiques de la France d'avant fantasmée sonne déjà (c) AFP



Bruno Roger-Petit Editorialiste invité

La guerre culturelle continue. Et Emmanuel Macron n'y échappera pas. A droite comme à gauche, de Finkielkraut à Onfray, l'heure de la remobilisation des nostalgiques de la France d'avant fantasmée sonne déjà. Les deux hérauts du souverainisme, du conservatisme et de l'identité étaient d'ailleurs ce lundi soir les invités d'Olivier Galzi, sur le plateau de Cnews, conviés là à dire ce qu'ils pensaient de la victoire de Macron, de son progressisme, de son ouverture au monde, de son penchant pour l'Europe et de son goût pour la diversité culturelle à la française...

Etonnant choix d'ailleurs, que de quémander l'opinion de ces deux-là. Qui confesse la fascination de la sphère médiatique pour les tenants de la fermeture et du conservatisme, en ses multiples facettes... Après le Brexit et Trump, la sphère avait programmé l'avènement de la fermeture et du conservatisme... Au mieux, elle attendait Fillon. Et Sens commun. Et la Manif pour tous. Et l'insécurité culturelle en bandoulière. Au pire, elle guettait Le Pen. Et la sortie de l'Euro. Et la préférence nationale. Et la grande division française.

Bref, la sphère, après avoir starisé l'ensemble protéiforme des enfermés et des conservateurs, avait comme fini par penser elle-même que l'image qu'elle offrait à voir au peuple était devenue vérité. Zemmour et Polony le matin, sur RTL et Europe 1. Finkielkraut et Onfray chez Taddei et Ruquier le soir sur France 2. Et bien d'autres, ici et là, où l'on discute et dispute les moindres soubresauts de l'actualité... Tous étaient dans la place, en majesté. Partout, la Réac académie. Depuis dix ans. Et tous annonçaient la fin du politiquement correct, des idéaux progressistes, et d'une certaine idée de la France. La sphère les avait créés et elle en était contente. La triangulation de Gramsci était accomplie et l'hégémonie culturelle acquise grâce à eux. Leurs audiences, partout où ils étaient produits, confirmaient l'intuition.

La réalité inventée par la sphère médiatique

La France avait viré au souverainisme, à l'identitarisme, au conservatisme... Il était dit, écrit et acté que les tenants de cette ligne avaient remporté la guerre culturelle. En conséquence, nécessairement, il était dit, écrit et acté que les élections de 2017 consacraient la réalité inventée par la sphère médiatique.

La sphère, ancrée dans le monde ancien habité par les prophètes du monde ancien, n'a pas vu venir Macron. Elle l'a même longtemps nié. Faut-il ici rappeler les refrains des derniers mois? "Il n'a pas de parti", "Il doit aller à la Primaire du PS", "Fillon est déjà élu", "C'est une bulle médiatique", "Il va s'effondrer, son socle d'adhésion est faible", "Marine Le Pen va le tuer pendant le débat", jusqu'à ce tweet d'une vedette télévisée de l'ancien monde, proclamant le jour de l'affrontement entre Macron et Le Pen sur le parking de Whirlpool, "Emmanuel Macron est peut-être en train de perdre cette élection présidentielle"... Bien vu...

Donc, la sphère a été prise au dépourvu. Comment est-il possible que ce qui devait advenir n'est pas advenu? Pourquoi cette victoire de Macron l'europhobe, l'homme qui plaide l'adaptation à la mondialisation, le libéral de gauche? Ce n'est pas ce qui devait émerger. Il y a eu un problème. Il y a certainement une explication à cet accident de l'histoire.

Donc, on convoque les prophètes favoris de la sphère de l'ancien monde. Ici, on demande à Alain Finkielkraut et Régis Debray, deux partisans de la fermeture, du conservatisme, de l'identitarisme et du souverainisme d'éclairer la France. Et là, le soir, sur Cnews, encore Finkielkraut, mais cette fois-ci avec Michel Onfray. Deux incarnations de la fermeture, du conservatisme etc.

L'art de fabriquer des images

Il faut regarder ce passionnant débat entre Onfray et Finkielkraut. Qui montre que, malgré la défaite et le désaveu que leur a infligé la victoire de Macron, les enfermés et conservateurs des deux rives continuent la guerre culturelle contre celui qui ne devait pas advenir. Malicieux, Olivier Galzi leur glissera même, à la fin des échanges, "qu'il semble que le Macronisme vous rapproche", sous-entendu dans l'opposition au Macronisme.

Il est vrai que sur les thèmes soumis à leur réflexion, "Conservateurs/Progressistes, le nouveau clivage?", "identité, angle mort du macronisme?", "Macron, en marche vers un nouveau monde?", les deux philosophes à réaction(s) ont paru partager la même vision du monde... Faut-il s'en étonner? Rien ne ressemble plus à un nationaliste qu'un autre nationaliste, un identitaire à un identitaire. La vertu de ce débat était finalement de démontrer que sur les deux rives du clivage du monde ancien, il est possible de partager une même vision globale de la France dans le monde. Et de s'emmurer dans la nostalgie mortifère.

Mais le plus riche enseignement de ce débat est ailleurs. Il réside dans l'explication que deux grands vaincus de l'histoire ont donné de la victoire de Macron.

Au fond, ont-ils estimé de concert en commentant les images de la victoire du 7 mai, le revoyant paraître au pied de la pyramide du Louvre, tout cela n'est que de la communication. Rien que de la communication. "Ça commence comme de Gaulle et ça finit comme Trump" a estimé Michel Onfray mettant en cause au passage la sphère : "Le commentaire que vous faites est de la communication dans la communication qui fait partie du plan". Auparavant, Alain Finkielkraut avait formulé le même diagnostic, rappelant "qu'il y avait un grand concert de Rap avant la déambulation majestueuse" et que Macron chante la Marseillaise comme les Américains, la main sur le cœur, "ce qui n'est pas la tradition française". Et de rappeler que la politique, ce n'est pas l'art de fabriquer des images.

Nous y sommes: Macron, c'est que de la com', ainsi ont conclu les deux intellectuels médiatiques. Ce qui nous amène à conclure sur deux remarques.

Nos deux philosophes ignorent que la politique, art du juste geste, est par ontologie communication. En vrac, Pisistrate, Louis XIV, Bonaparte et Clemenceau ont été les précurseurs des présidents communicants d'aujourd'hui. Parler de "communication politique" est une tautologie.

Enfin, réduire la victoire d'Emmanuel Macron à une affaire de communication révèle l'aveuglement des deux philosophes et de ceux qui les adulent. "Ce n'est pas la fermeture conservatrice qui a perdu, c'est la com' de Macron qui a gagné". En substance: Nous avons perdu, mais en réalité, nous sommes les plus forts, parce que c'est nous, encore nous, toujours nous, que la sphère convoque pour que la vérité continue à être annoncée. Pas une seule interrogation sur le fait que les Français ont choisi un candidat qui portait le message radicalement contraire à leur prophétie.

Zéro doute. Zéro questionnement. Finkielkraut, Onfray et les autres n'ont rien appris, rien oublié. Rien vu, rien entendu, rien compris. Macron a gagné, ce n'est pas grave, c'est nous qui avons raison. Et nous continuerons, inlassablement de nous vautrer dans la nostalgie décliniste. Du côté des camps souverainiste et conservateur, il est là matière à interrogation: la guerre culturelle est-elle une chose trop sérieuse pour être confiée à des philosophes sourds et aveugles?



LAPRESSEENREVUE.EU

VI) Au Parlement européen, le groupe du FN épinglé pour des dépenses «non conformes»

Par Ludovic Lamant et Marine Turchi

D'après nos informations, le rapport d'audit du groupe que Marine Le Pen co-préside au Parlement européen, l'ENL, pointe plusieurs irrégularités. Près de 54 000 euros de dépenses non justifiées, et des procédures d'appels d'offres non respectées de plus de 492 000 euros concernant dix prestataires de services.

La transparence, pour les autres. Si Marine Le Pen prône « un renforcement de la transparence » dans la vie politique, elle ne semble pas s'appliquer la règle. D'après nos informations, le groupe politique qu'elle co-préside au Parlement européen – Europe des nations et des libertés (ENL) – n'a déposé ses comptes 2016 qu'après un rappel du Parlement, mi-mai. Mais surtout, le rapport d'audit de ces comptes, que Mediapart s'est procuré, a révélé plusieurs anomalies.

Chaque année, le Parlement alloue un budget à tous ses groupes politiques pour couvrir leurs frais de fonctionnement collectifs (la « ligne 400 » dans le jargon). En échange, les groupes doivent transmettre leurs comptes annuels aux services financiers du Parlement, avant le 30 avril. Parmi les huit groupes que compte le Parlement, l'ENL est le seul à ne pas l'avoir fait. Le secrétaire général du groupe, Ludovic de Danne, par ailleurs conseiller international de Marine Le Pen, n'a déposé les comptes que le 22 mai, dix jours après avoir reçu une lettre de rappel de l'administration du Parlement – et accessoirement des questions de Mediapart.

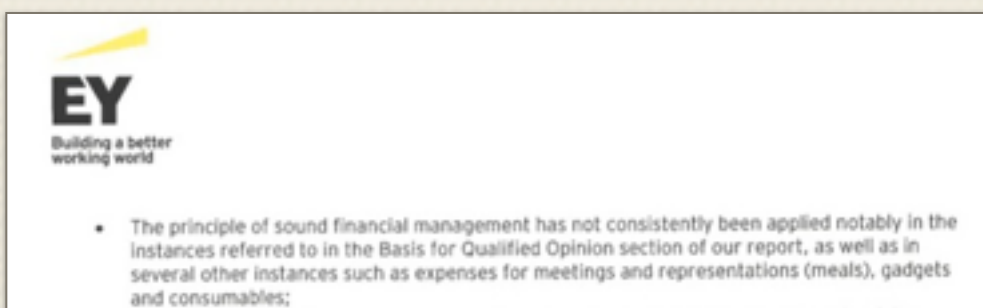
D'après nos informations, si le groupe n'a pas déposé ses comptes à temps, c'est parce qu'un litige a opposé l'ENL au cabinet Ernst&Young, chargé d'auditer tous les comptes des groupes. En cause notamment, des dépenses qui n'ont pas été justifiées. Pour éviter que le premier rapport, daté du 12 avril, ne soit remis en l'état au Parlement par Ernst&Young, l'ENL a même porté l'affaire devant le tribunal de Bruxelles. Finalement, le cabinet a rédigé un second rapport le 19 mai, après avoir reçu des précisions du groupe.

Marine Le Pen a-t-elle voulu éviter une mauvaise publicité en pleine campagne présidentielle française ? Contacté par Mediapart, Ludovic de Danne n'a pas voulu s'exprimer sur ce contentieux : « Tout ceci est derrière nous puisque le rapport E&Y (Ernst&Young) est déposé », a-t-il balayé. Le secrétaire général de l'ENL explique que « la Direction générale financière du Parlement européen avait accepté [leur] demande de délai », sans préciser que cette demande avait été formulée une fois le rappel du Parlement envoyé...



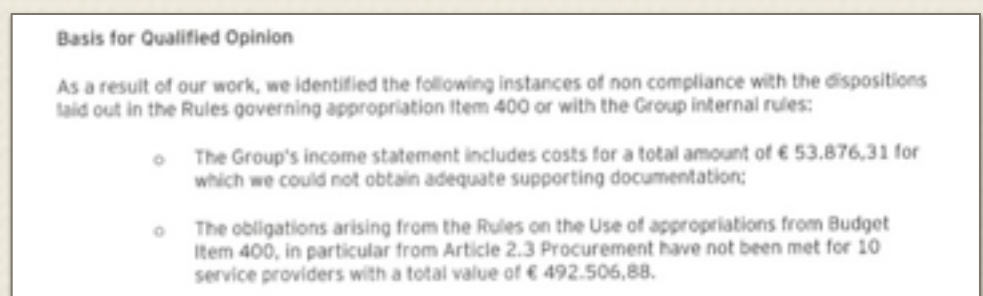
Geert Wilders, du PVV néerlandais, Marine Le Pen et des membres du groupe ENL, lors du meeting de Coblenz, le 21 janvier 2017. © Reuters

Mediapart s'est procuré la deuxième version de ce rapport de 15 pages. Que dit-il ? De manière générale, Ernst&Young constate « un système de contrôle interne effectif et efficace pour le management des opérations » et des dépenses globalement « conformes aux règles ». Mais le cabinet d'audit estime que « le principe de la gestion financière saine n'a pas toujours été appliqué ». Il cite notamment des dépenses relatives à « des réunions et représentations (repas), gadgets et articles de consommation ».



Extrait du rapport d'Ernst&Young. © Document Mediapart

À la différence de l'année précédente, Ernst&Young relève plusieurs « cas » de « non-conformité » avec les règles : des dépenses d'un montant total de 53 876 euros pour lesquelles le cabinet d'audit n'a pu obtenir de justifications « adéquates » ; mais aussi des procédures d'appels d'offres non respectées pour dix prestataires de services, pour une somme totale de 492 506 euros. En effet, le règlement prévoit une mise en concurrence avec trois ou cinq candidats pour les gros marchés. Il stipule aussi que « le choix du fournisseur ou prestataire doit être motivé et tous les documents liés à la prestation doivent être conservés par l'ordonnateur ».



Le rapport fait aussi apparaître quelques chiffres surprenants. Le groupe a par exemple consacré, en 2016, 2 % du budget à la documentation, aux études et à la recherche, contre 24 % aux tracts, affiches et brochures, 18 % pour les sites internet et la communication web et 16 % pour la communication audiovisuelle et les gadgets. Ainsi, 358 715 euros sont consacrés à la communication (« publications et publicité »), contre 25 099 euros seulement aux études/recherche/documentation.

Chapter 7 article 1
Ventilation following the accounting plan annexed to the 400 financial rules.

Chapter / article	Heading	Execution budget period 2015	%	Execution budget period 2016	%
10	Staff	27.596,99	5,03%	246.031,88	13,43%
20	Secretariat - equipment and expenses	21.575,50	3,93%	100.091,86	5,46%
30	Documentation, studies and research	44.441,75	8,10%	41.336,30	2,26%
40	Legal, accounting, financial and other operating costs	1.150,00	0,21%	31.800,00	1,74%
52	Other meetings and conferences	36.696,65	6,69%	161.875,06	8,84%
53	Representation costs	38.096,99	6,95%	147.708,64	8,06%
54	Guests	9.983,54	1,82%	15.356,87	0,84%
61	Posters, leaflets and booklets	109.333,76	19,93%	440.396,24	24,04%
62	Advertising inserts and audiovisual advertising	29.366,58	5,35%	113.496,83	6,20%
63	Advertising material, gadgets, publicity by telecommunication equipments	164.488,52	29,99%	182.446,31	9,96%
64	Websites Internet Sites + e-publicity	65.809,95	12,00%	335.570,52	18,32%
65	Visits to institutions; information stands		0,00%	15.500,00	0,85%
	TOTAL ART. 7.1.	548.542,23	100,00%	1.831.610,51	100%

Extrait du rapport d'audit d'Ernst&Young. © Document Mediapart

Sollicité, le Parlement européen n'a pas souhaité s'exprimer sur ces éléments. De son côté, l'ENL a pris les devants en publiant, le 24 mai, un communiqué pour se féliciter « que [leurs] comptes déposés représentent de manière exacte et véridique la réalité, sous réserve de quelques remarques de cet auditeur », relativise le groupe. « Il n'y a eu évidemment aucun cas de fraudes ou exemples d'un quelconque mauvais usage de ces fonds », insiste l'ENL.

S'agissant des procédures d'appel d'offres, le groupe s'en sort par un pirouette en expliquant que leur « interprétation » est « un réel problème et de surcroît en discussion permanente au Parlement européen ». Il salue même les « éclaircissements » reçus « grâce aux conclusions d'audit ». Le groupe dit viser, pour l'année suivante, « une évaluation sans mise en garde ».

Des dépenses déjà retoquées par le Parlement européen

En parvenant à créer un groupe avec ses alliés, Marine Le Pen avait réalisé une belle opération, politique bien sûr, mais aussi financière. Car chaque année, les groupes politiques bénéficient d'une subvention octroyée à proportion de leur nombre d'élus. En 2016, elle était de 3,2 millions pour l'ENL. Ce budget est censé couvrir les « frais d'administration et de fonctionnement » (secrétaires, conseillers politiques, etc.) ainsi que des « dépenses » liées aux activités des eurodéputés, telles que l'édition de brochures ou l'organisation de conférences et de « voyages d'intégration ».

Créé en juin 2015, le groupe compte 39 eurodéputés, issus de neuf pays différents : le FN français, le FPÖ autrichien, le Vlaams Belang belge, le Parti pour la liberté néerlandais (PVV, fondé par Geert Wilders), la Ligue du Nord italienne, un élu de l'AFD allemande, une députée britannique venue du UKIP (qu'elle a quitté depuis), deux élus du KNP polonais, un eurodéputé du parti conservateur roumain. L'ENL, co-présidé par Marine Le Pen et le Néerlandais Marcel de Graaf, se présente sur son site internet comme « une force d'opposition qui incarne l'alternative patriote à l'Europe mondialiste, technocratique et anti-démocratique de Bruxelles ». L'ENL a déjà organisé deux congrès, à Ostende (Belgique), en juin 2016, puis à Coblenz (Allemagne), en janvier dernier (lire notre reportage).

La LETTRE des PATRIOTES au Parlement européen

N°4 Automne 2016

« La vie n'a de prix que par le dévouement à la vérité et au bien » (Romain)



DOSSIER - P. 4
Terrorisme, Turquie, immigration, islamisation : Bruxelles n'est pas la solution mais le problème !

Éditoriaux
Nicolas Le Pen, Coprésident du Groupe FN, et Édouard Ferrand, chef de la Délégation FN au Parlement européen **P. 3**

Cycle de conférences
Liste des conférences organisées par la Délégation tout au long de l'année **P. 6**

Actions des députés
Les interventions, actions, déplacements et agendas des députés FN au Parlement européen **P. 7 à 10**

La création de l'ENL a aussi permis au Front national de poursuivre au niveau européen sa distribution de prestations aux sociétés des copains. Le site Internet du groupe a été mis sur pied par la société e-Politic – détenue en partie par Frédéric Chatillon, vieil ami de Marine Le Pen devenu le prestataire des campagnes du FN. Comme nous le révélions dans notre livre Marine

Avant de pouvoir créer un groupe parlementaire, le Front national avait mis sur pied, dans la foulée des élections, en 2014, un parti européen, le MENL (Mouvement pour l'Europe des nations et des libertés), regroupant ses alliés. Domiciliée dans le VIII^e arrondissement de Paris, cette formation présidée par Louis Aliot, le vice-président du FN, a permis de recevoir de l'Europe la bagatelle de 2,7 millions d'euros en deux ans d'existence.

Mais il est arrivé que le Parlement mette le holà. En septembre 2016, ses services ont ainsi refusé de rembourser au MENL 90 453 euros dont une bonne partie (63 000 euros) a été utilisée pour financer des affiches de campagne sur lesquelles figuraient les logos des partis nationaux. Tout comme ils avaient déjà mis leur veto, en novembre 2014, au désir de l'eurodéputé Édouard Ferrand – aujourd'hui chef de la délégation frontiste au Parlement – de se payer les services de Brands Planet. Cette autre société de Franck Grolier proposait d'assurer pendant quatre mois une partie de sa communication pour... 13 850 euros.

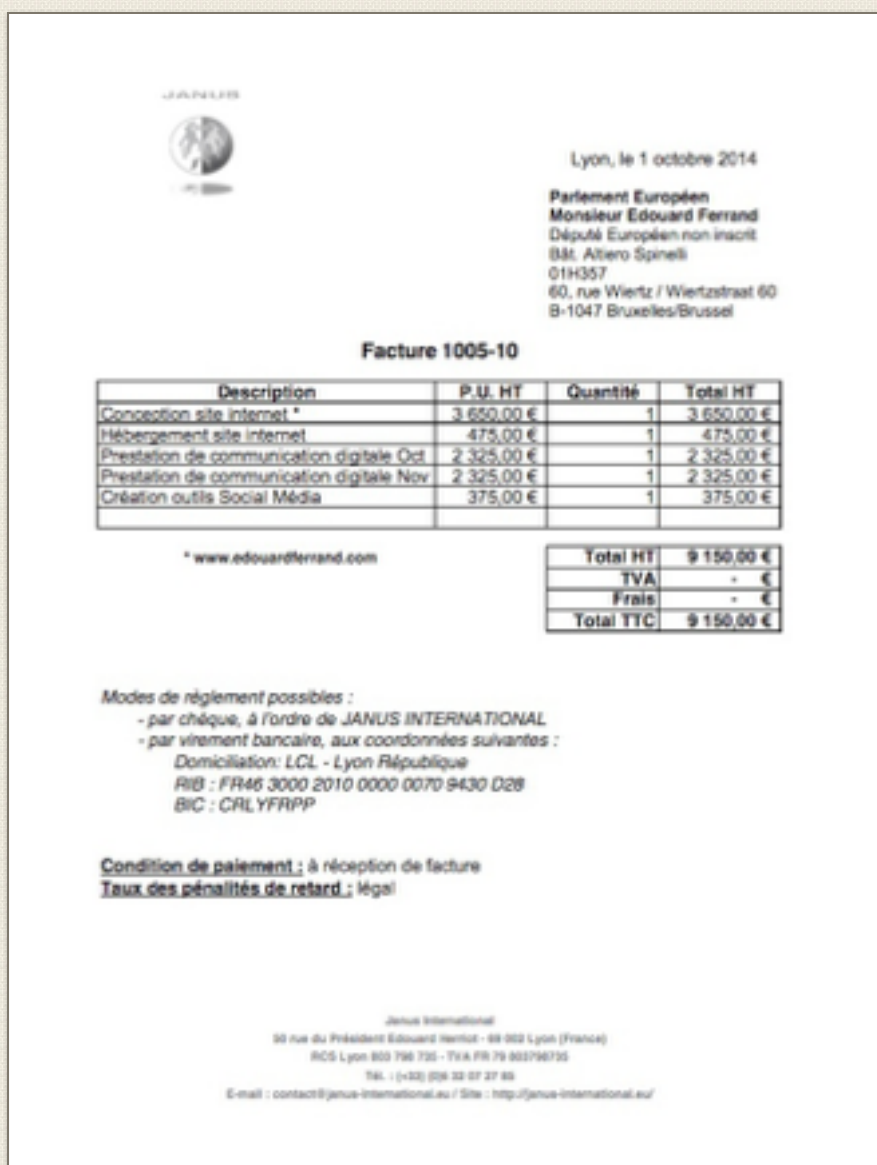
est au courant de tout... (Flammarion, mars 2017), cette toute jeune entreprise a proposé aux élus ENL des « kits » facturés 6 000 euros, comprenant un site Internet ou la gestion des réseaux sociaux.

Par ailleurs, La Lettre des patriotes de l'ENL est confectionnée par l'entreprise Franck&Com, qui a aussi fourni des « newsletters » à certains élus, dont Philippe Loiseau et Édouard Ferrand, le chef de file des eurodéputés frontistes. Immatriculée à Paris en octobre 2015, Franck&Com, dirigée par Franck Grolier, un proche de Ferrand, fait aussi dans la réalisation de films promotionnels payés sur fonds publics. Comme ce fut le cas en novembre 2015 à l'occasion d'un séjour tous frais payés de l'eurodéputé en Hongrie. Séjour lors duquel il s'est offert le luxe de descendre à l'hôtel Hilton de Budapest, profitant de sa salle de sport, son sauna et ses chambres cinq étoiles avec vue sur le Danube. Montant du clip – d'une qualité approximative – payé par l'ENL à cette occasion : 6 500 euros.

Un mois et demi plus tard, Ferrand postait cette vidéo à la gloire du vin de Tokay sur son site personnel. Un espace conçu, cette fois, par ses amis de chez Janus, une société dirigée par des anciens de l'Action française. Livré en novembre 2014, le site du fidèle « mariniste » a coûté la modique somme de 9 150 euros.



© Document du livre « Marine est au courant de tout... » (Flammarion)



© Document du livre « Marine est au courant de tout... » (Flammarion)

Édouard Ferrand, 52 ans, est l'un des piliers du parti au Parlement européen. Ce père de cinq enfants évolue dans les coulisses du FN depuis trente ans, mais n'a réellement émergé qu'en 2014. Élu député européen, puis propulsé à la tête de la délégation en janvier 2015 – alors qu'il ne maîtrise pas l'anglais –, il a décroché la vice-présidence du groupe ENL dans la foulée.



Édouard Ferrand et Frédéric Chatillon, le 1er mai 2011. © Michel Soudais

Ferrand cultive par ailleurs de solides amitiés au sein de la « GUD connection », le réseau de prestataires favori du FN qui est aussi parvenu à s'implanter au Parlement européen. Les frontistes ont d'ailleurs eu l'étonnement de croiser, dans les couloirs du Parlement, plusieurs membres de ce cercle : Nicolas Crochet, l'expert-

comptable chargé de payer les salaires des assistants ; Frédéric Chatillon ou encore son ami Jildaz Mahé O'Chinal, dont la femme, Florence Lagarde, travaille, elle, au groupe ENL après avoir été assistante de l'eurodéputé Dominique Martin.

À l'automne 2016, c'est l'une des filles de Chatillon, Kerridwen, qui a travaillé en stage pendant trois mois aux côtés du député européen Nicolas Bay, avant de basculer chez une autre élue, Marie-Christine Arnautu. Les clips de l'ENL sont quant à eux réalisés, pour le compte de Franck&Com,

par un autre membre de réseau : Christophe Boucher, devenu le « Monsieur vidéo » du parti d'extrême droite. Au Front national, les amis de la « GUD connection » ne sont jamais loin.

Contacté, Ludovic de Danne, le secrétaire général de l'ENL, nous a transmis le communiqué du groupe et n'a pas répondu sur le fond. Sollicité, Charles Van Houtte, administrateur du groupe ENL, n'a pas répondu. Contactés dans le cadre de notre livre, Édouard Ferrand, le chef de la délégation frontiste, et le prestataire Franck Grolier n'avaient pas répondu à nos questions. Contactés, les services du Parlement européen n'ont pas souhaité réagir, de même que le cabinet Ernst&Young.

mediapart.fr

VII) Ferrand: Guaino dénonce une "chasse à l'homme" et "la folie de la transparence"

Henri Guaino, candidat aux législatives à Paris, a dénoncé "l'hystérie" qui a "conduit à une espèce de chasse à l'homme", à...



Par AFP - publicsenat.fr

Henri Guaino, candidat aux législatives à Paris, a dénoncé "l'hystérie" qui a "conduit à une espèce de chasse à l'homme", à propos de Richard Ferrand, le ministre épinglé par le canard enchaîné dans une affaire immobilière, jeudi sur RTL.

"Je suis frappé par cette hystérie qui, brusquement, à partir d'une information dont personne ne connaît réellement les tenants et les aboutissants, conduit à cette espèce de chasse à l'homme", a regretté M. Guaino, également "choqué par l'espèce de folie de la transparence et de l'inquisition".

M. Ferrand doit-il démissionner de son poste de ministre de la cohésion sociale? "C'est à lui d'en juger (...) Mais, "pour l'instant, on n'a pas les éléments en main d'un énorme scandale qui justifie qu'il quitte son poste", a répondu ce député LR sortant des Yvelines et ex-plume de Nicolas Sarkozy.

"Je connais Richard Ferrand pour l'avoir côtoyé pendant 5 ans à l'Assemblée, il me paraît être plutôt quelqu'un d'honnête et de sérieux. Ce n'est pas une affaire d'argent public, pas une affaire de marché public. Il appartient, s'il y a un doute, au parquet de diligenter une enquête préliminaire. Et on verra bien", a ajouté ce candidat aux législatives dans la 2e circonscription de Paris, où LR et l'UDI ont investi Nathalie Kosciusko-Morizet.

Selon M. Guaino, "il est important que la vie politique soit morale, et si l'on veut moraliser, il est important aussi que chacun garde son sang froid, n'accuse pas à tort et à travers sans avoir les éléments pour le faire".

Il a également estimé que la saisie annoncée par Bernard Accoyer, secrétaire général de LR, du Parquet national financier (PNF) n'était "pas la meilleure idée" qui soit. "Condamner avant même d'avoir ouvert le dossier me fait un peu froid dans le dos", a-t-il lancé.

Interrogé sur la loi de moralisation de la vie politique préparée par le gouvernement, le député LR a affirmé: "on verra ce qu'il y a dedans, mais à force d'en rajouter toujours, en jouant sur la suspicion générale qui existe aujourd'hui vis-à-vis des responsables politiques, on va finir par détruire la vie politique".

"Il faut être raisonnable" et ne pas "tomber dans une espèce d'ordre moral qui va finir par tuer la politique. On est parti dans une espèce de délire général qui commence à devenir un peu inquiétant", a-t-il estimé. "Cette loi, je verrai ce qu'il y a dedans, mais n'en faisons pas l'outil de toutes les démagogies".

A Suivre...
La Presse en Revue

LAPRESSEENREVUE.EU